

Capitalisme et démocratie : le cas de la paysannerie péruvienne

Oscar Murillo

Indiens, paysans et femmes d'Amérique latine

Volume 11, Number 2, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006419ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006419ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Murillo, O. (1987). Capitalisme et démocratie : le cas de la paysannerie péruvienne. *Anthropologie et Sociétés*, 11 (2), 83–93.
<https://doi.org/10.7202/006419ar>

Article abstract

Capitalism and Democracy: the case of the Peruvian Peasantry

The author presents the successive transformations that government land reform programmes in Peru have undergone since the early 1960/s. He highlights their successes and failures and describes the diverse forms of enterprises and associations responsible for implementing such reform. The author analyzes in more detail the peasantry inhabiting the country's interior where the democratic capitalist model is limited by traditional peasant models of society.

CAPITALISME ET DÉMOCRATIE: LE CAS DE LA PAYSANNERIE PÉRUUVIENNE



Oscar Murillo

Les structures sociales du Pérou moderne se sont précisées durant les dernières années du 19^e siècle et le début du 20^e siècle. L'entrée des capitaux étrangers, spécialement nord-américains, dans la production, le commerce, les finances et le transport débute à cette époque. Ces capitaux domineront graduellement le commerce extérieur et les principales institutions de crédit du pays. En d'autres mots, le phénomène de la modernisation coïncide avec l'apparition du capital étranger et les profondes transformations d'ordre politique et social qui en découlent.

La pénétration du capitalisme au Pérou bloqua historiquement le développement d'une économie nationale intégrée, sur le point de se constituer durant ces années, et provoqua la restructuration globale de cette société selon la forme et le mode de production capitaliste qui s'articula avec les rapports de production pré-capitalistes enracinés principalement dans la *sierra* (la montagne). Cette articulation complexe sera le signe distinctif de l'époque, mais aussi la caractéristique la plus déterminante de l'histoire du Pérou durant ce siècle. On peut à partir de là expliquer les succès et les grandes difficultés de la société péruuvienne, comprendre le surgissement d'une nouvelle stratification sociale et la différenciation politique entre ses composantes.

En fait, c'est au cours des premières décades du 20^e siècle qu'apparaissent les nouvelles classes sociales : bourgeoisie, classe moyenne, prolétariat. Pendant ce temps, le maintien de rapports de production pré-capitalistes aboutira à l'inféodation des agriculteurs et des indigènes, ce qui favorisera un intense mouvement de résistance. Mais les soulèvements des indigènes, dans bien des cas violents, n'arrivèrent pas cependant à se consolider en un mouvement national. À n'en pas douter, ces mouvements ne faisaient que mettre en évidence les nouvelles différences sociales qui surgissent des conditions de dépendance externe et du sous-développement du pays.

Durant les années 40 l'évolution du capitalisme dépendant s'accélère : l'industrie se développe en réponse aux nouvelles nécessités du capitalisme mondial et à la division sociale du travail, fruit de la seconde guerre mondiale. Les secteurs économiques de meilleure rentabilité économique, comme la pêche, l'industrie manufacturière, la sidérurgie et la métallurgie, s'affirmeront selon une stratégie de substitution des importations;

n'étant plus la principale source d'accumulation de capital, le secteur agraire passera au second plan. En réalité le grand capital déplacera la dynamique de l'économie nationale du secteur agraire au secteur industriel, dirigé sur le plan interne par une bourgeoisie nationale faible et sur le plan externe par l'impérialisme.

Ce développement économique se répercutera négativement sur les structures agraires du pays. L'appareil productif se verra étranglé pour des raisons structurales, et maintenu dans une grande incertitude causée par des politiques nationales contraires et centralistes, particulièrement dans les régions agraires et paysannes.

Cette situation de dépression et de domination gamonaliste¹ généra les conditions nécessaires à l'organisation des mouvements paysans et aux soulèvements spontanés pour la récupération des terres usurpées par les propriétaires fonciers, et contre le système de domination de ces derniers. Malgré l'énergie de cette mobilisation, la paysannerie ne réussit pas à imposer, à cette époque, une alternative suffisante. Elle ne se lia pas non plus aux autres secteurs populaires, ce qui explique sa désarticulation et son échec relatif.

Au cours des années 50, le capital tente une percée plus soutenue. Les gouvernements, encouragés par une augmentation du volume de leurs exportations, cherchent à promouvoir l'investissement étranger par des dispositions offrant de grands avantages : cela contribua à l'effritement du système de domination traditionnel. Ce contexte engendra un nouveau processus de différenciation sociale et la modernisation de la structure étatique sous l'hégémonie de la bourgeoisie.

Durant le premier gouvernement de Belaunde (1963-1968), la bourgeoisie industrielle, alliée au capital étranger, assume l'hégémonie économique et politique en consolidant un modèle économique basé sur la substitution des importations de nature simplement d'assemblage, dépendant de l'extérieur et fragile au niveau de ses possibilités de reproduction soutenue.

La stratégie de l'industrialisation dépendante aiguïsa les conflits entre la ville et la campagne, entre l'agriculture et l'industrie, réduisant la paysannerie à une pauvreté extrême, particulièrement dans la *sierra*, et créant de cette façon les conditions qui expliqueront les grands soulèvements paysans des années 60.

Vers 1965, le pays entre dans une période de crise économique et politique. Les pressions populaires s'exercent avec force contre le gouvernement et l'État. Dans le milieu urbain, les travailleurs luttent pour leurs revendications salariales et dans le milieu rural, les paysans, trahis par les tentatives tronquées de la réforme agraire, continuent de déployer leurs forces pour récupérer leurs terres. En 1967, la monnaie nationale connaît une dévaluation dramatique de 44% face au dollar, propageant le découragement dans les plus vastes secteurs sociaux qui conservaient des espérances quant au renouveau promis par Belaunde. Au second semestre de 1968, les tensions politiques s'accroissent. Les accords douteux entre le gouvernement de Belaunde et l'American International Petroleum Company (I.P.C.) seront le détonateur permettant le coup militaire, conçu dans certaines parties de l'armée.

¹ Au Pérou on nomme *gamonales* les grands propriétaires terriens (n.d.l.r.).

Avec le gouvernement militaire, le Pérou entre dans une époque de changements. Le développement capitaliste sera promu, caractérisé par 1) l'intervention de l'État dans l'économie nationale, 2) la redéfinition des conditions de dépendance externe, 3) une tentative pour agrandir le marché interne et ré-alimenter le développement économique productif du pays.

Parmi ses plus grandes réussites, ce régime militaire réformiste aura mis fin à l'État oligarchique, récupéré pour le Pérou quelques ressources stratégiques et, sans le vouloir, provoqué l'apparition de nouveaux rapports de force.

☒ Le modèle agraire militaire

La promulgation de la loi de la réforme agraire 17716, en juin 1969, avait comme objectif de modifier substantiellement la structure agraire du pays, en remplaçant le système de l'hacienda par le système coopératif. La réforme agraire fut sans aucun doute la réalisation la plus importante du régime militaire du général Juan Velasco Alvarado. Les conséquences politiques et sociales de cette réforme eurent de profondes répercussions sur la société péruvienne au moment de sa promulgation et à la suite de son application, et aujourd'hui, elle marque encore la configuration de la situation agraire du pays, particulièrement dans le sud andin, où de nouveaux conflits générés par cette réforme agitent la population rurale, organisée selon différents rapports de production, comme nous le verrons par la suite.

Avant la réforme, les conditions de vie dans les zones rurales du pays étaient extrêmement critiques : la prédominance du latifondio et la concentration de la propriété foncière aggravaient terriblement la situation des travailleurs agricoles. Le système de l'hacienda représente la forme d'organisation économique-sociale la plus abominable de l'histoire péruvienne. Les relations de travail serviles (*yanaconage, habilitados*) sont des formes d'utilisation abusive de la force de travail agricole. Le processus de réforme changera tout ce système, ouvrant aux paysans et aux travailleurs agricoles une vaste gamme de possibilités qui leur permettra de s'extirper de ces formes de domination.

La réforme déplace la grande bourgeoisie agraire vers d'autres secteurs et exproprie les terres des *gamonales*, constituant sur ces bases de grandes entreprises associatives de type capitaliste et garantissant le développement des entreprises agraires moyennes grâce à la reconnaissance des minimums non affectés. Mais la réforme agraire ne doit pas être perçue uniquement comme un programme de redistribution de la terre : en réalité, elle représente une partie d'un projet politique bien plus vaste, qui aspire à trouver des solutions globales à la crise sociale du pays. Dans un tel contexte, la réforme allait parfaire un modèle de développement agraire alternatif, dans lequel les entreprises associatives seraient la force motrice du développement et de l'extension du marché interne. Ses objectifs, comme le dit le chercheur José Maria Caballero, sont l'expansion du marché interne, le transfert des capitaux à l'industrie (en dirigeant les paiements indemnitaires vers des projets d'investissement industriel), l'augmentation des rentrées agricoles, la création d'assises solides pour le développement futur de l'agriculture grâce aux grandes coopératives fortement contrôlées par l'État, l'arrêt des mobilisations paysannes et l'affaiblissement de la base économique de l'élite terrienne.

Ce grand projet de transformation de la structure agraire impliquait de surmonter le retard historique de l'agriculture causé par l'action de la classe des propriétaires terriens qui s'étaient consacrés quasi exclusivement aux activités spéculatives et rentières.

Les théoriciens de la réforme étaient convaincus de provoquer des changements non seulement agraires mais aussi sociaux, à partir de l'action de l'État. Ils ne percevaient pas le développement du capitalisme dans l'agriculture comme une question sectorielle mais liée à la totalité de l'économie péruvienne.

Dans une telle perspective, la réforme fut accompagnée d'un ensemble d'actions globales : nationalisation de la *Cerro de Pasco Cooper Co.*; nationalisation d'importantes institutions bancaires et création d'une banque étatique associée à la corporation financière de développement; nationalisation de quelques branches de la production industrielle; nationalisation des moyens de communication, etc., à partir desquelles l'État amorça un processus d'organisation et de mobilisation sociale.

Grâce à la réforme agraire, l'État contrôlait les meilleures terres et une grande partie de l'agriculture capitaliste : il détenait le monopole du crédit agricole, de l'achat des principaux produits alimentaires, de l'importation de la matière première pour l'industrie alimentaire, de l'exportation et du contrôle des devises provenant du secteur agraire. L'État utilisait également les subventions de manière à entraîner une baisse des prix. Et finalement, il élimina la représentation politique des grands agriculteurs, des moyens et des petits producteurs (Samaniago *et al.* 1980: 236).

Néanmoins, il ne faut pas oublier que les contradictions de ce type de développement agricole ne se trouvent pas dans la relation État-entreprise mais dans la nature même du développement capitaliste proposé pour le pays depuis la décennie 70. Ce type de développement ne tient pas compte du niveau de développement inégal des forces productives dans l'agriculture, on trouve par exemple un système agricole qui est capitaliste sur la côte, alors que dans la *sierra* certaines haciendas sont axées sur des rapports de production néo-féodaux et d'autres sur des rapports de production capitalistes. Aux côtés de celles-ci, les communautés paysannes présentent leur propre système d'organisation économique, idéologique et culturelle. En Amazonie, on retrouve une variété de systèmes agricoles qui va de la coupe et de l'essartement à l'agriculture d'exportation, ce qui entretient simultanément des rapports de production capitalistes et néo-féodaux.

Dans ces conditions, il devient extrêmement difficile de mettre sur pied un projet global de développement agricole. Le capitalisme au Pérou avait organisé la population rurale selon différents rapports de production, les rapports de production non capitalistes restant sous la dépendance d'une reproduction élargie de ce capitalisme. Les différences de l'agriculture péruvienne s'expliquent par l'articulation complexe du mode de production capitaliste avec les formes de production non spécifiquement capitalistes, qui détermine quand et où investir le capital pour en retirer des profits. Ainsi par exemple, les haciendas de la côte furent organisées en fonction d'une agriculture d'exportation, s'appropriant la majorité des terres des vallées où il était possible de produire de façon concurrentielle le sucre et le coton, pendant que les haciendas de la *sierra* privilégiaient l'élevage, pour l'importance de la laine, des peaux et du cuir, etc., des produits de base pour l'exportation. En plus d'intervenir dans la production, le capital contrôlait la commercialisation et l'exportation des principaux produits demandés sur le plan international.

◇ Les grandes oubliées de la réforme agraire voulue par les militaires seront les communautés indigènes. Le gouvernement militaire, tout en les laissant pour compte, essaie de restreindre ces formes traditionnelles d'organisation socio-économique et d'administration interne, en cherchant à créer une organisation de forme patronale. Les expériences d'entreprises et de coopératives communales donnèrent de très pauvres résultats :

on fit l'essai dans un nombre réduit de communautés et celles-ci se débattirent avec succès, avec la force qui leur vient de l'histoire, pour ne pas perdre leur autonomie économique et administrative interne. On avait sous-estimé les communautés indigènes. Non seulement faut-il les percevoir comme des organisations productives et de propriété dans leurs éléments économiques, mais encore il faut tenir compte fondamentalement des éléments culturels et idéologiques. Il y a sûrement une leçon à tirer des communautés paysannes pour qui le niveau national serait une source d'aliénation.

Les communautés indigènes du Pérou représentent des formes d'exploitation agricole développées à la suite de plusieurs millénaires. Dans leur rationalité économique nous trouvons des réponses favorables aux conditions naturelles difficiles qui limitent sérieusement la production agricole du pays. Leur forme d'organisation sociale, basée sur la réciprocité et la participation permanente de la base, constitue un germe de démocratie dans ce pays. Les conditions de possession collective d'un espace rural dont les membres partagent l'usufruit de façon collective et individuelle, leur forme de manifestation culturelle qui reprend des éléments du monde andin, peuvent être la base d'un modèle de développement agraire propre à nos villages et peut-être l'unique solution à notre alimentation qui n'a pas été prévue par le modèle agraire proposé par le régime militaire réformiste.

◇ Le processus d'application de la réforme n'a pas commencé immédiatement à la suite de la promulgation de la loi : ce n'est qu'après une série d'actions et d'essais que s'organise l'appareil bureaucratique chargé du transfert de la propriété de la terre aux travailleurs agricoles (*feudatarios*) de l'hacienda. La loi proposait une série de dispositions délimitant la mécanique du transfert. Matos Mar (1980) signale 17 instances dans le processus d'affectation des propriétés, allant de l'administration au judiciaire. Entre l'affectation et l'adjudication définitive, il existe une période d'administration étatique durant laquelle l'exploitation se réorganise et un plan de développement à court terme se formule. Selon cet auteur, la loi reconnaissait la propriété privée, et donc le caractère obligatoire d'une compensation pour la terre expropriée : une forme de valorisation des biens directement proportionnelle au rendement des unités et au paiement avec bonus rachetable en 20, 25 et 30 années fut établie.

Le processus d'application de la réforme entraîna évidemment des conflits entre les différents secteurs affectés. La grande bourgeoisie agraire et les *hacendados* de la *sierra* amorcèrent une offensive contre la réforme, en lançant la consigne : « Halte à la confiscation et à la collectivisation ». Ils accusèrent les militaires et les fonctionnaires de la réforme agraire d'abuser de la bonne foi des agriculteurs et de méconnaître le rôle des entrepreneurs agricoles dans le développement du pays.

Cette campagne menée par les classes dominantes, qui voyaient disparaître leurs conditions de domination et qui s'étaient durcies à mesure que progressaient les adjudications et les expropriations sous la pression des travailleurs qui exigeaient la redistribution des terres, s'avéra désespérée; pendant ce temps les petits et moyens agriculteurs faisaient pression pour la consolidation de la petite et moyenne propriété, garantie plus tard par le décret-loi 20129.

◇ La redistribution de la terre entraîna de nouvelles formes d'organisation dans la campagne, la restructuration de l'appareil étatique et de nouvelles relations entre l'État, la paysannerie et les classes sociales.

Des nouvelles institutions créées, nous devons mentionner: la direction générale de la réforme agraire (D.G.R.A.), le centre national de formation et d'investigation pour la réforme agraire (CENCIRA), l'office national de développement coopératif (ONDECCOP), le tribunal agraire chargé d'entendre les problèmes inhérents à l'adjudication de la terre, et le système national d'appui à la mobilisation sociale (SINAMOS) chargé de la participation de la paysannerie.

Mais ce sont les *coopératives agraires de production* (CAP), et les *sociétés agricoles d'intérêt social* (SAIS) qui représentent les unités de base de l'organisation et du développement du modèle agraire militaire.

La *coopérative agraire de production* est la forme patronale la plus importante et le modèle de référence pour les autres entreprises associatives. Elle devait s'établir dans les exploitations plus développées du secteur agricole et devait être une unité où la possession et le travail seraient collectifs. Les sociétaires recevraient des certificats qui confirmeraient leur participation à la possession collective et non individuelle de la terre. Dans la coopérative on distinguait deux instances: une instance associative chargée de la direction formelle et une instance patronale se rapportant à l'organisation productive. L'instance patronale devait être dirigée par un ou plusieurs gérants, techniciens et employés tandis que l'instance associative envisageait uniquement la participation directe des sociétaires à travers trois organismes de direction: l'assemblée générale ou dans certains cas une assemblée générale de délégués, le conseil d'administration, le conseil de vigilance. Ces organismes devaient être assistés par des comités spécialisés qui opéreraient à chaque niveau de la structure fonctionnelle de l'entreprise (Matos Mar et Mejia 1980: 133-134).

La *société agricole d'intérêt social*, à la différence de la coopérative agraire de production, doit considérer ses sociétaires comme les propriétaires d'une entreprise juridique, dont les membres ne doivent pas nécessairement travailler pour elle. Ses structures furent pensées en tenant compte du problème que posaient les grandes haciendas d'élevage de la *sierra*, qui dépossédèrent au cours du siècle les communautés paysannes avoisinantes, et dont les étendues de pâturages et les grands troupeaux étaient confiés à un nombre réduit de travailleurs salariés. Étant donné cette situation, la société agricole d'intérêt social intègre une ou plusieurs coopératives de travail (nommées « coopératives de services »), qui regroupent les employés permanents des ex-haciendas et un nombre variable de communautés paysannes (Matos Mar et Mejia 1980: 138).

Ces deux types d'entreprises associatives expriment un changement qualitatif dans l'organisation agraire du pays. C'est à partir d'elles que nous pouvons comprendre les aspirations et les succès du modèle agraire. Le changement le plus significatif entraîné par ces entreprises demeure certainement la rupture avec les relations serviles traditionnelles auxquelles étaient soumis les travailleurs agricoles dans le système de l'hacienda. Avec le système coopératif, le paysan cesse désormais d'être un simple producteur de rente pour se convertir en un travailleur contraint dans le cadre de la production capitaliste aux exigences de son entreprise.

Les entreprises associatives de la côte sont modernes, capitalistes, d'un haut niveau de technologie et possèdent grâce aux salaires donnés à ses travailleurs la forme dominante des rapports de production. Leur objectif est une production et une productivité maximum. Par contre, certaines entreprises de la *sierra* sont traditionnelles. Selon le

chercheur Hector Martinez (1980), ceci est dû aux conditions qui prévalaient dans les haciendas et dont les traits originaux se maintinrent dans le modèle associatif.

◇ La majorité des entreprises agraires est toutefois imprégnée de la logique de la production capitaliste et c'est à partir de là que nous devons comprendre leurs problèmes et leurs contradictions.

En premier lieu, la terre, tout comme dans le passé, est fortement centralisée sous le pouvoir direct de l'entreprise proprement dite. On assigne aux sociétaires de petites parcelles de terre pour leur permettre une reproduction familiale.

La production globale de l'entreprise est destinée au marché et vise à couvrir les obligations qu'elle possède, concernant notamment les banques, les salaires des techniciens, la dette agraire, la nécessité de moderniser la production, etc., et les bénéfices très minces à redistribuer entre les sociétaires. Mais en réalité, la majorité des entreprises associatives se trouvent de façon permanente en état de crise économique : la faillite n'est évitée, dans la plupart des cas, que grâce à l'assistance financière de l'État.

Dans les entreprises associatives où les sociétaires étaient auparavant salariés, les niveaux de vie changèrent quelque peu ; mais jamais ces entreprises ne purent absorber un pourcentage élevé de sociétaires sous la forme de salariés. C'est le cas, par exemple, d'une des plus grandes coopératives du sud andin, la coopérative *Tupac Amaru II*, du département de Cuzco, qui pouvait donner du travail permanent à seulement 200 personnes. Cela représente 4 % à peine des plus de 5,000 sociétaires présumés bénéficiaires.

Plusieurs des problèmes sont également dûs à une conceptualisation insuffisante du modèle pensé et de son orchestration. Dans les faits, les entreprises redéfinissaient de façon permanente leurs conditions de production et de productivité. On s'accordait fréquemment à consacrer l'entreprise à une activité économique qui selon le marché se présentait comme rentable, quand on ne pouvait compter sur des ressources suffisantes et/ou quand on avait négligé la compétition avec d'autres entreprises plus efficacement capitalistes. Dans un milieu où le marché impose ses règles du jeu, ce manque de définition est extrêmement nuisible, spécialement pour les entreprises de la *sierra* qui se sont récemment débarrassées des rapports de production de type colonial en introduisant le salaire, la technologie moderne et la professionnalisation, et en convertissant la terre en un milieu de production capitaliste. L'État exerçait un contrôle direct ou indirect sur les nouvelles formes d'organisation patronale mais le problème ne résidait pas dans cette relation mais plutôt dans les contradictions internes et externes auxquelles durent faire face les entreprises à la suite de leur insertion globale dans le mode de production capitaliste.

Les entreprises incompetentes sur le marché étaient condamnées à l'échec comme cela s'est passé avec la grande majorité des entreprises associatives de la *sierra* qui se retrouvèrent plongées dans le système capitaliste dès leur constitution et devaient intervenir chaque fois plus directement dans le développement capitaliste agricole dirigé par l'État. Le capitalisme d'État a eu comme fonction, non voulue dans ces cas, de relier la production capitaliste et pré-capitaliste dans les entreprises associatives. Le problème de fond est resté le même : les politiques agraires et économiques n'ont pu modifier les structures de la production agricole, de même que les possibilités d'un développement capitaliste dans la campagne.

Les entreprises associatives de la *sierra* ne réussirent pas à se consolider dans une seule unité productive basée sur la relation capital-travail, au niveau de l'ensemble de ses membres. Or avant la réforme, ces entreprises s'étaient adaptées à la situation en s'appuyant sur une diversité de rapports de production.

Dans la majorité des entreprises coopératives on trouvera un double système de production : d'un côté, le patronal (associatif) capitaliste qui appartient à l'entreprise, et de l'autre, le privé correspondant aux sociétaires (leurs parcelles). Dans la majorité des entreprises surgit alors la principale contradiction : quand les coopératives agissent comme des entreprises capitalistes et d'un autre côté doivent fonctionner de façon démocratique, en suivant l'avis d'un ensemble de travailleurs propriétaires, on ne réussit pas toujours à dégager entre les deux pôles des décisions compatibles avec la bonne marche de l'entreprise. Si à cela nous ajoutons l'intervention directe de l'État dans leur contrôle, il ne reste plus qu'à noter les graves difficultés qui surgissent dans la relation entre le modèle associatif et sa soumission à un développement capitaliste de type dépendant à travers le pays.

☐ L'épuisement du modèle

Le développement du capitalisme au Pérou n'est pas le fruit, comme on le sait, d'un processus interne. Avant la réforme agraire, le Pérou n'avait pas réussi à homogénéiser ses rapports sociaux de production, et plus tard en dépit de la disparition du régime de l'hacienda, il ne fut pas plus capable de surmonter les obstacles structureaux de ce développement.

À l'intérieur des entreprises associatives et joint à une production de type capitaliste on observe curieusement un renforcement de l'économie familiale paysanne, peut-être en réponse aux nouvelles nécessités que créait le développement du capitalisme dans la campagne ou peut-être à cause de l'impossibilité pour l'entreprise de résoudre la crise de la famille paysanne. En tout cas, ce renforcement entravait le développement de l'entreprise en tant qu'unité économique.

Le renforcement de cette économie familiale fut favorisé par la libération des rapports serviles de production que permit l'entreprise, mais il doit aussi être considéré comme un facteur interne nuisible au développement de cette même entreprise. Sans égard pour le modèle (la logique sous-jacente à l'économie paysanne étant basée justement sur l'économie familiale), l'entreprise fut disloquée de l'intérieur en tant qu'institution économique. La contradiction entre une exploitation associative interne qui demeure obscure pour le sociétaire et une exploitation familiale qui repose sur une disponibilité insuffisante des ressources matérielles mènera pratiquement à la crise des entreprises associatives. L'entreprise et les paysans bataillèrent de façon permanente pour le contrôle des ressources (pâturages, terres, eau et bois de chauffage) et de la main-d'œuvre, chacun essayant de faire valoir son propre processus de production et d'accumulation (Caballero 1980: 95).

Par ailleurs, l'État a ignoré les formes historiques d'organisation paysanne et a imposé les décisions verticales en ignorant les profondes différences économiques, sociales et culturelles des régions et de la paysannerie. Cette action étatique compte parmi les multiples facteurs qui menèrent à la non viabilité du modèle à partir de 1976, moment où s'accroissent les conflits internes dans les entreprises et entre celles-ci et les communautés

paysannes : ces dernières verront dans la crise une opportunité pour récupérer les terres usurpées durant ce siècle par les grands propriétaires terriens et qui aujourd'hui forment une partie du domaine de ces entreprises, qui les laissent en friche.

La crise patronale et sociale du modèle associatif étant manifeste, les communautés paysannes, lentement et de façon pacifique, rongèrent les faibles économies des entreprises dans quelques cas; dans d'autres cas, quand les communautés se trouvèrent face à des entreprises économiquement fortes, les conflits furent violents. Suivant une voie ou l'autre, les communautés arrivèrent à partir de 1976 à occuper des surfaces stratégiques correspondant à celles des entreprises associatives et obligeant ces dernières au démembrement de leurs terres.

Les mouvements paysans de plus en plus nombreux qui visaient la récupération des terres, particulièrement dans la région andine, sont une réponse à cette ségrégation et aux failles des lois dans le processus de la réforme agraire. Par exemple, la prise des terres de la CAP Antapampa (Cusco) et des SAIS Tupac Amaru (Junin) sont des cas qui illustrent bien la réalité.

L'insurrection paysanne de ces années se conçoit dans un contexte de dépression et de crise dans les secteurs ruraux; et fondamentalement dans un climat de réorientation politique à la suite du coup d'état militaire de Morales Bermudez en août 1975; celui-ci abandonna le projet réformiste amorcé par son prédécesseur le général Velasco Alvarado.

À partir de 1975 il n'y a déjà presque plus d'expropriations, ni d'adjudications, ni de promoteurs du SINAMOS, ni de confédération nationale agraire officielle, ni de plans d'organisation de projets intégrés d'action rurale et de projets intégrés de développement, ni de reprise des questions soulevées au cours des années passées. Le gouvernement resta en retrait, déconcerté devant l'échec de son modèle de restructuration agraire, sans savoir clairement que faire devant la crise qui isolait les coopératives agraires de production et les sociétés agricoles d'intérêt social: emmêlé dans son propre enchevêtrement administratif avec des fonctionnaires démoralisés, incapable de prendre des décisions et d'oser mener à bien les plans de restructuration dont il parlait, le gouvernement reposait en définitive sur une administration sans énergie, sans morale et sans politique (Cballero 1980: 103).

Le soulèvement paysan se généralisa puisque les espoirs suscités par la réforme s'étaient évanouis et que la majorité de la paysannerie se retrouvait frustrée et désabusée. Durant cette période, les différentes fédérations et confédérations paysannes donnèrent à ce mouvement une orientation syndicale (de classe), et sont, tout comme les formes organisatrices qui surgissent de ce processus, des aspects importants permettant de comprendre ce mouvement.

Les occupations de terres se sont produites à l'occasion d'un processus historique dans lequel l'expansion des fonctions de l'État tout comme l'épuration des formes bourgeoises de domination politique avaient affaibli l'autarcie et l'omniprésence des mécanismes gamonalistes d'oppression (Sayán 1982: 203). Ces occupations de terre prouvent l'affaiblissement de la domination traditionnelle dans le milieu agraire et expriment l'apparition de nouvelles dimensions dans le contexte de l'exercice de la domination politique. Pour cette raison, quelques chercheurs considèrent ce mouvement comme le commencement d'un processus ininterrompu dans le pays, qui démontrerait la vitalité d'une voie paysanne populaire dans le développement agraire.

Cette nouvelle poussée d'occupations paysannes avait sans aucun doute comme objectif de questionner la structure consolidée par le transfert de la propriété des haciendas aux coopératives (Matos Mar et Mejia 1980) mais aussi de démontrer l'échec du modèle de restructuration agraire. La réforme agraire n'a pas satisfait les demandes de terres des paysans et selon une estimation conservatrice du chercheur José Maria Cabarelo (1980), la réforme n'assure pas de revenus raisonnables à plus de 55% des travailleurs agricoles qualifiés de bénéficiaires; si à cela nous ajoutons les communautés indigènes, qui demeurèrent presque en marge de la réforme agraire, nous pouvons rapidement constater que la distribution de la terre continue à être une revendication de base au Pérou; sans compter que les travailleurs agricoles sociétaires des entreprises n'obtinrent aucune garantie quant à la possession de la terre, pas plus qu'ils ne reçurent les terres additionnelles qu'ils sollicitaient.

Actuellement, les entreprises associatives du sud andin sont presque considérées comme une entrave à la consolidation des communautés paysannes. La mobilisation paysanne persiste, comme dans le cas du département de Puno où la paysannerie avance ouvertement ou de façon détournée sur les terres des entreprises associatives en exigeant leur démocratisation.

La réforme n'est donc pas arrivée à façonner la campagne selon le modèle du développement capitaliste: encore moins est-elle une tentative d'intégration nationale et politique. La paysannerie demeure en marge et coupée de l'État. La nouvelle structure agraire n'a pas permis l'accès de cette classe à une forme quelconque de pouvoir. Le problème agraire persiste aujourd'hui, tout comme hier, et la réforme agraire ne fut que la dernière en date des tentatives du capitalisme pour résoudre le problème indigène.

(Texte inédit en espagnol traduit par Gilles Brunel)

RÉFÉRENCES

- CABALLERO J.M.
1980 *Agricultura, Reforma Agraria y Pobreza Campesina*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- EGUREN F.
1977 *Estado y Política Agraria: cuatro ensayos*. Lima: Centro de Estudios y Promocion del Desarrollo.
- MATOS MAR J.
1980 *La Reforma Agraria en el Perú*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- MATOS MAR J. et J.M. Mejia
1980 *Reforma Agraria: Logros y Contradicciones (1969-1979)*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- SAMANIEGO, PLAZA, MARTINEZ *et al.*
1980 *Realidad del Campo Peruano después de la Reforma Agraria: 10 ensayos críticos*. Lima: Centro de Investigacion y Capacitacion.
- SAYAN G.D.
1982 *Tomas de Tierras en el Perú*. Lima: Centro de Estudios y Promocion del Desarrollo.

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Capitalisme et démocratie : le cas de la paysannerie péruvienne

L'auteur présente les transformations successives des projets gouvernementaux péruviens concernant la réforme agraire depuis le début des années 60. Il en signale les succès et les échecs et présente les caractéristiques des diverses formes d'entreprises et d'associations qui appliquent ces réformes. L'auteur analyse plus précisément le cas de la paysannerie de l'intérieur du pays où le modèle capitaliste démocratique rencontre ses limites dans les modèles traditionnels paysans.

Capitalism and Democracy : the case of the Peruvian Peasantry

The author presents the successive transformations that government land reform programmes in Peru have undergone since the early 1960's. He highlights their successes and failures and describes the diverse forms of enterprises and associations responsible for implementing such reform. The author analyzes in more detail the peasantry inhabiting the country's interior where the democratic capitalist model is limited by traditional peasant models of society.

Oscar Murillo
Université de Cusco
Cusco, Pérou